

SMART ISULA

*Schéma Directeur Territorial
d'Aménagement Numérique
de Corse*

LIVRET 4

La donnée au service de la Corse

La première branche



Mentions légales

Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de la Corse - Smart Isula
Version 1.0 de mars 2022

Date de publication : Mars 2022

Éditeur : Cullettività di Corsica - Collectivité de Corse - 22, cours Grandval
BP 215 - 20187 Aiacciu cedex ■ Directeur de publication : le Président du Conseil
exécutif de Corse ■ Responsable d'édition : la Direction de la Transformation et de
l'Aménagement Numérique de la Corse ■ Conception graphique : Benjamin Gour
(Corsica Lab) ■ Rédaction : l'équipe de la DTAN avec le concours des entreprises
TACTIS, CIVITEO, et de l'école de Design de Nantes.

Ce document est disponible en téléchargement sur le site
<https://www.numerique.corsica>

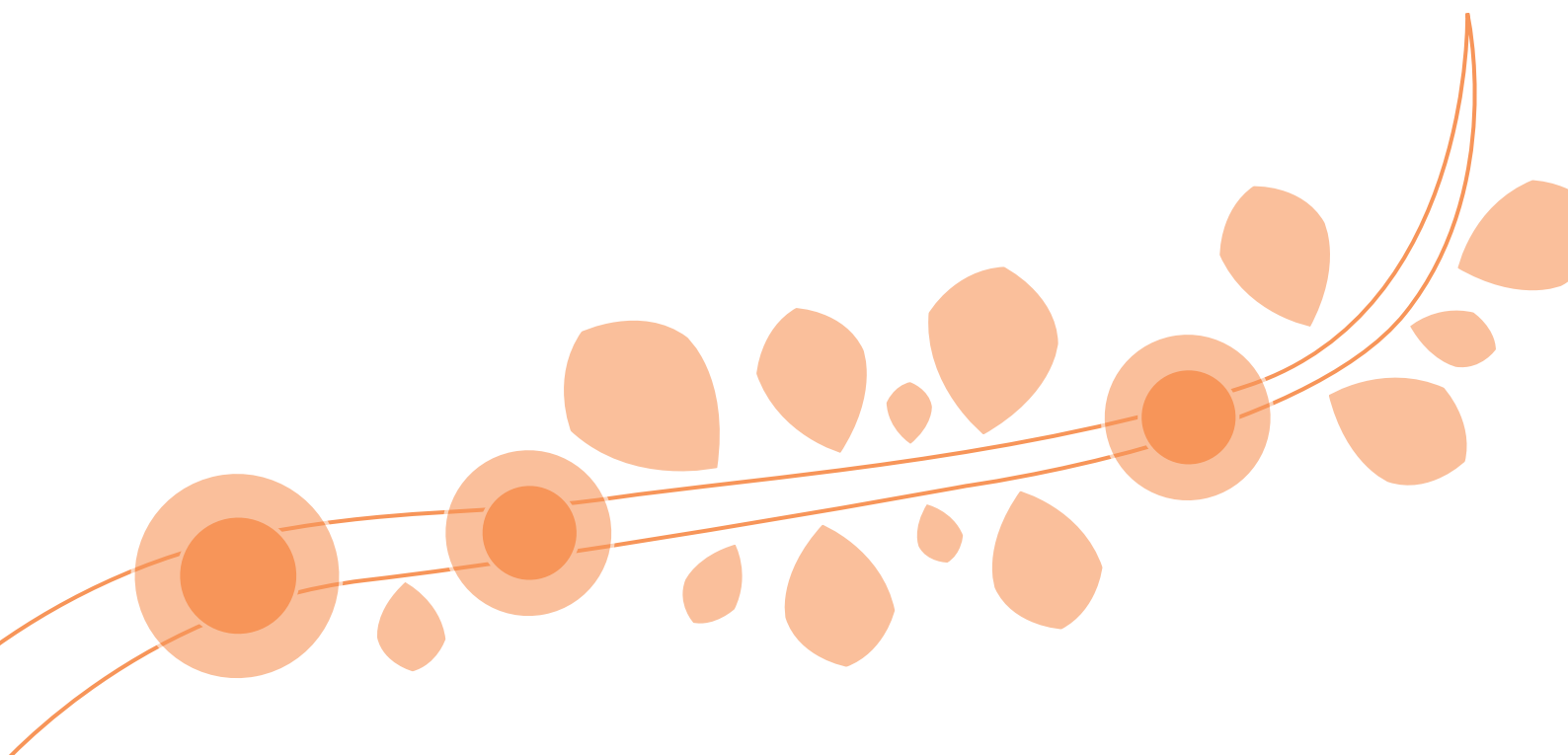
Sous Licence Creative Commons BY NC ND
(attribution / pas d'utilisation commerciale / pas de modification).

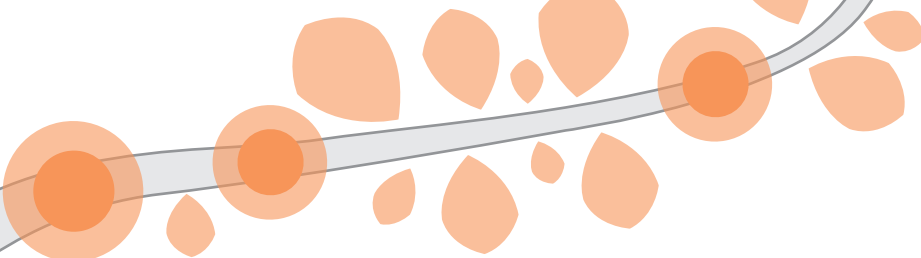


Sunta

Sommaire

1	La donnée au cœur de Smart Isula	p.4
2	Une stratégie de la donnée pour la Corse	p.6
3	Les enjeux prioritaires de la gestion des données	p.12
4	Smart Isula pour une gestion éthique et démocratique de la donnée	p.15
5	Une action prioritaire : Construire un « Service Public de la Donnée »	p.19
▪	Récapitulatif des enjeux et des pistes d'actions	p.21

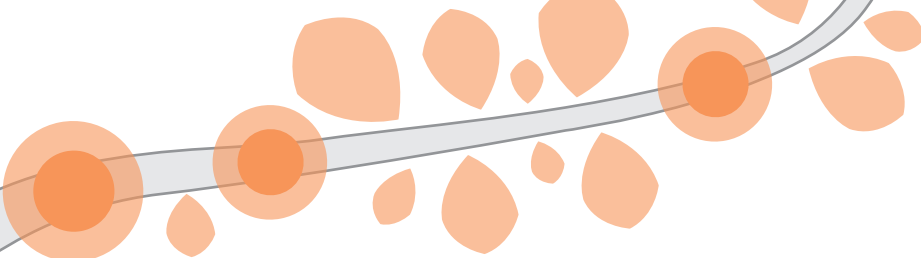




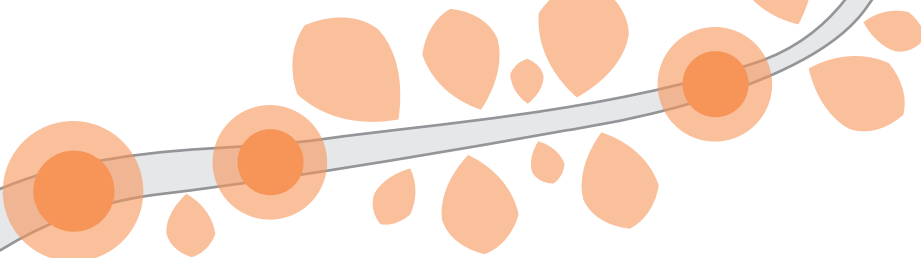
{ 1 } La donnée au cœur de Smart Isula

Les données numériques, les « data », sont omniprésentes dans la vie quotidienne des habitants, des entreprises, des associations et des administrations. En ce qui concerne les données personnelles des habitants et des consommateurs, Facebook, Google, Amazon sont régulièrement mis en accusation, en particulier par les autorités indépendantes de régulation en Europe qui sont chargées d'appliquer, depuis 2018, la nouvelle législation européenne en matière de protection des données. Les géants du numérique sont aussi accusés d'abuser de leur position dominante en exploitant à des fins commerciales une masse immense de données personnelles, privant de fait leurs utilisateurs de leur libre-arbitre. Ils sont aussi accusés de véhiculer massivement des informations erronées, les « fake news », ou encore d'induire, par leurs algorithmes, une grille de lecture du monde qui privilégie les outrances et les radicalités. Certains gouvernements sont accusés quant à eux d'avoir mis leurs outils et les données au service d'une politique de contrôle et de surveillance généralisée, privant ainsi la population de sa liberté et plongeant une société tout entière sous l'œil d'un système numérique oppressant.

Pourtant, les données présentent de nombreux intérêts et de multiples avantages. Chaque citoyen en produit et les utilise de plus en plus : pour se déplacer et voyager avec le recours à des applications mobiles, pour accéder à des services ou à des produits du monde entier, pour accéder à l'information comme à la culture, pour améliorer son suivi médical, pour étudier, pour travailler... Mais en matière de gestion des données il en va comme pour les autres domaines du numérique : il faut en garder la maîtrise et choisir plutôt que subir.



Dans l'immensité du volume des données produites aujourd'hui en Corse, Smart Isula s'intéresse plus particulièrement à toutes les données dont l'usage revêt un intérêt général, au service des habitants, du développement du territoire et de son économie, des transitions environnementales comme de l'ensemble des politiques publiques. Ces données sont variées. Elles sont produites pour les unes par les services publics, pour les autres par des entreprises mais aussi par les habitants ou par des capteurs et automates intelligents. Dès lors qu'elles ont une importance collective et un intérêt général, elles doivent être particulièrement protégées dans leur processus de collecte, de traitement ou d'hébergement. Ces données constituent un bien commun de la Corse et des Corses.



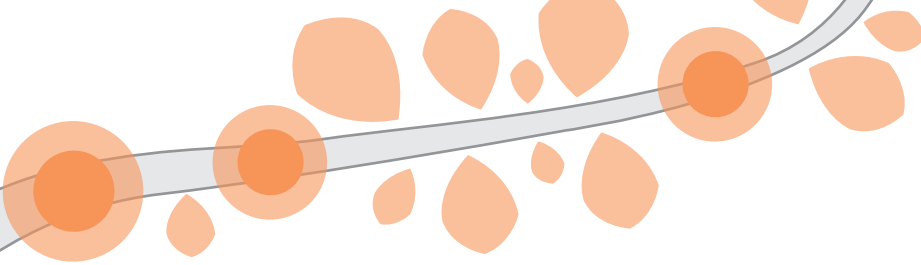
{ 2 } Une stratégie de la donnée pour la Corse

La donnée et ses enjeux juridiques et démocratiques

Les enjeux de la gestion des données sont nombreux. Il y a d'abord des enjeux juridiques et ils concernent en premier lieu la protection des données personnelles des habitants et des visiteurs du territoire. Depuis mai 2018, le Règlement européen de protection des données personnelles, dit « RGPD », s'applique dans toute l'Europe et s'impose aux entreprises comme aux administrations ou encore aux associations. Ce règlement renforce les droits des habitants en matière de contrôle de l'utilisation faite de leurs données. Il a aussi créé des droits nouveaux qui sont encore très largement méconnus, par exemple pour protéger les données des mineurs sur Internet ou encore restreindre l'exploitation des données de santé ou des données biométriques.

Mais les enjeux juridiques sont plus larges. Ils concernent aussi l'application de la loi pour une République numérique¹ qui impose notamment aux services publics la transparence sur leurs données. La Corse n'a pas attendu ce texte pour construire sa propre politique publique de « données ouvertes » et le portail opendata.corsica est, depuis 2013, un portail pionnier qui rassemble aujourd'hui des données de nombreux acteurs publics et privés du territoire. Ces principes de transparence s'appliquent aussi aux nouvelles conditions de mise en œuvre des politiques publiques à l'ère de ces transformations numériques. Il s'agit notamment d'appliquer un principe de transparence algorithmique qui détermine comment l'action publique est rendue, principe fondamental de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (article 15) mais principe déjà écrit dans la Constitution corse de 1755. Ces principes historiques perdurent et sont traduits en droit. Les enjeux juridiques liés à la donnée sont donc aussi des enjeux démocratiques.

1 - Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique



La loi pour une République numérique, c'est l'application de deux principes complémentaires :

1. Le premier concerne les données d'intérêt général. Ces données ne sont pas uniquement des données publiques. Ce sont aussi des données privées qui revêtent une importance capitale pour des politiques publiques, par exemple les données de Booking ou d'AirBnb pour le tourisme ou encore de nombreuses données de consommation énergétique pour les politiques de lutte contre le changement climatique.
2. Le second principe concerne l'idée d'un service public de la donnée. En posant des principes forts sur la gestion des données, la démarche Smart Isula pose la perspective d'un service public corse de la donnée.

*LA DONNÉE AU SERVICE DE LA CORSE***Open Data Corsica****Description**

L'Opendata Corsica est le projet d'ouverture des données publiques de la Collectivité de Corse qui a permis la mise à disposition de près de 800 jeux de données d'intérêt général sur la plateforme data.corsica. Ces données sont produites par les directions et les agences et offices de la CdC, d'autres collectivités ou organismes de services publics insulaires. Le portail data.corsica joue ainsi le rôle de catalyseur des initiatives qui émergent sur le territoire insulaire.

Objectif du projet

Mettre à disposition du plus grand nombre des données d'intérêt général dans des formats ouverts sur la plateforme data.corsica, autoriser leur réutilisation afin de favoriser la création de valeur. S'inscrire dans un processus d'innovation ouverte.

Porteur du projet

Public : Collectivité de Corse

Lien : www.opendata.corsica

**{ 8 }**

Inclusif

Frugal

Capacitant

Équitable

Protecteur

Démocratique

Innovant

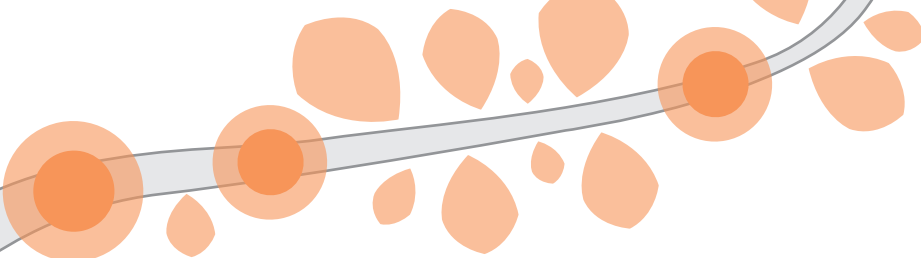
Les aspects éthiques de la donnée

La collecte massive des données, notamment lorsqu'il s'agit des données personnelles des habitants, clients d'entreprises commerciales ou usagers du service public, est souvent inutile et parfois prédatrice. Ici aussi, il faut choisir plutôt que subir. La prise en compte d'enjeux éthiques va donc consister à se fixer ses propres limites et ses propres règles pour que la collecte, le traitement et l'hébergement des données se fassent en conformité avec des principes et des valeurs de Smart Isula. C'est la raison pour laquelle une charte éthique de la donnée sera créée (Cf. livret n°3 Smart Isula). Cette charte traduira en termes concrets les valeurs Smart Isula en matière de gestion des données. Ainsi, par exemple, la dimension frugale du projet numérique de la Corse se traduira par un principe de sobriété dans la collecte des données, ce qui aura un impact positif sur la protection de la vie privée des citoyens mais aussi sur la consommation énergétique des flux et du stockage des données.

De la même manière la notion de souveraineté en matière d'hébergement viendra renforcer l'encapacitation et l'émancipation du territoire. Les enjeux éthiques seront d'autant plus importants à l'avenir que se développeront de nouveaux usages, ayant par exemple recours à l'intelligence artificielle. En posant les termes de ces enjeux à travers une charte de la donnée, Smart Isula engage la société corse à se saisir de ces sujets par une réflexion anticipée à court et moyen terme.

Les dimensions techniques et économiques de la donnée

Les enjeux techniques sont nombreux. Ils concernent les outils de collecte, de circulation, de traitement et d'hébergement des données. Les choix faits par les opérateurs économiques comme les administrations publiques en matière d'infrastructures de données sont déterminants. Ils pèsent sur les coûts de la gestion des données. Développer des infrastructures d'hébergement des données en Corse est à la fois un objectif politique de souveraineté et un objectif économique de réduction des coûts pour le territoire et ses entreprises. Le développement de l'existant et la mise en réseau d'infrastructures de type



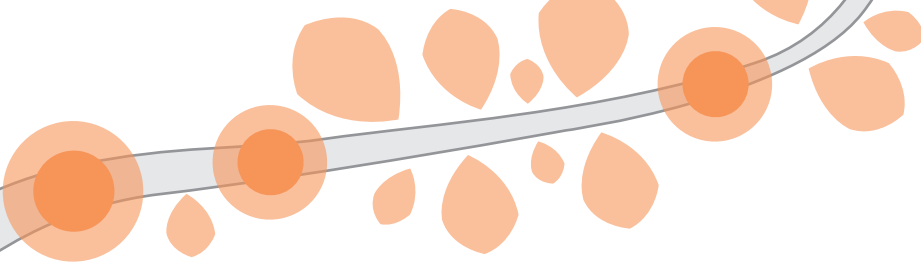
datacenter est un enjeu important pour le développement d'une économie de la donnée.

Le coût des données en tant que tel est aussi un enjeu. La mise à disposition des données publiques, notamment par le portail opendata.corsica, est gratuite. Mais la question des conditions d'accès à certaines données privées est importante. Ceci a été perçu par de nombreuses entreprises, mais aussi des administrations, lorsque les services de cartographie en ligne de Google via GoogleMaps, très longtemps gratuits et largement utilisés, sont subitement devenus payants. La dépendance aux géants du web (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) peut devenir un piège majeur. L'enjeu de la souveraineté sur les données d'intérêt général est donc aussi économique.

La gouvernance de la donnée

Garder la maîtrise de ses données, c'est aussi s'organiser et structurer une gouvernance des données. Cette gouvernance est d'abord interne à chaque organisation, on peut parler de « management de la donnée ». La question n'est simple ni pour les entreprises ni pour les administrations. Il faut d'abord que les décideurs bénéficient d'un accompagnement et parfois de formations pour acquérir une réelle culture de la donnée. Il faut ensuite réfléchir à l'émergence de nouveaux métiers qui permettront d'exploiter au mieux les données, particulièrement dans le domaine de l'analyse et du recours aux algorithmes (la datascience). L'enjeu de la gestion des données est bien au cœur des défis actuels de transformation numérique des entreprises et des administrations.

Mais la gouvernance est aussi externe. Elle concerne la manière dont des acteurs et des partenaires échangent, transfèrent et mettent en commun des données. L'ouverture des données publiques y contribue. Mais les enjeux sont plus vastes. Il s'agit de définir des règles et de créer un cadre pour permettre à des acteurs d'être en confiance. Ceci vaut dans les relations entre entreprises mais aussi entre acteurs publics et privés. Un accompagnement peut y aider, notamment pour définir un cadre éthique qui garantisse que ces échanges se font au service



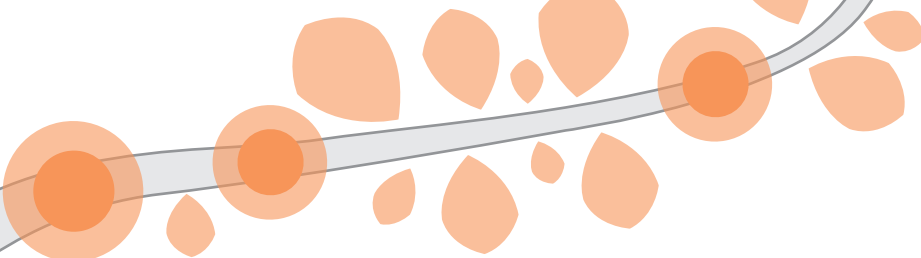
d'objectifs communs et dans un strict respect de la protection des données personnelles des habitants.

Le numérique responsable et la donnée

L'explosion du volume des données en circulation engendre des consommations énergétiques importantes. La politique de la donnée de Smart Isula intègre des objectifs de transition écologique. Certes, les flux de données et leur stockage ne sont pas les principaux facteurs de dérive du numérique. L'obsolescence programmée des matériels d'une part (donc leur renouvellement trop fréquent) et l'explosion de la vidéo en ligne d'autre part, sont les deux principaux facteurs qui expliquent la trajectoire non soutenable des évolutions du numérique dans le monde au regard des enjeux climatiques. Mais la gestion et le stockage des données représentent 19 % des consommations énergétiques du secteur².

La rénovation des datacenters existants pour réduire et récupérer l'énergie finale nécessaire à leur fonctionnement (la « chaleur fatale ») et le rapprochement des infrastructures est un enjeu à part entière. Le stockage en Corse des données de la Corse est à la fois une priorité environnementale, un gage de souveraineté et un atout pour la résilience.

2 - Source : THE SHIFT PROJECT - octobre 2020 - <https://theshiftproject.org/>



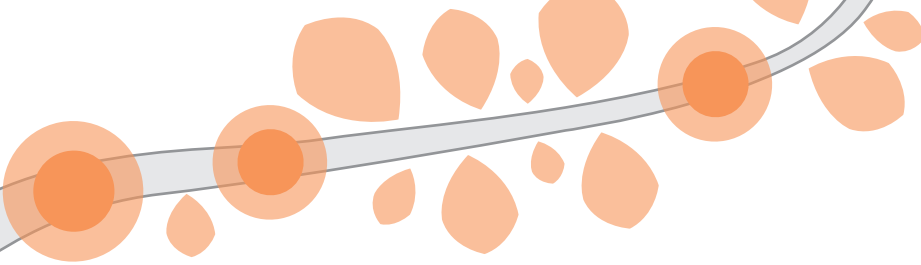
{ 3 } Les enjeux prioritaires de la gestion des données

Face à ces enjeux, la démarche Smart Isula intègre la définition d'axes prioritaires pour la gestion des données en Corse. Ces priorités doivent irriguer et faciliter la mise en œuvre des orientations générales du SDTAN.

Enjeu 1 : La donnée, un patrimoine stratégique, collectif et inaliénable de la Corse

Le volume des données produites par les acteurs publics et privés, comme par les habitants dans leurs pratiques numériques (usages accrus d'Internet et des smartphones ou tablettes notamment) augmente considérablement. Toutes les données n'ont pas une égale importance. La stratégie de la donnée portée par Smart Isula vise à identifier les données qui revêtent un caractère d'intérêt général pour la Corse. Ces données sont produites par le service public dans son ensemble. Elles sont aussi produites par des entreprises qui agissent pour le compte des collectivités publiques ou dont l'activité a un fort impact sur le développement de l'île (impact sur l'emploi, sur les déplacements, sur la gestion du patrimoine naturel ou culturel, etc.). Elles sont également produites par les habitants ou les concernent directement, c'est le cas des données de santé dont l'exemple illustre bien les enjeux d'une stratégie territoriale de la donnée. Il est en effet important que les données de santé des Corses soient gérées et hébergées en Corse et il est en même temps essentiel qu'elles y soient protégées et sécurisées (Cf. livret n°9 Smart Isula).

La stratégie de la donnée de Smart Isula prévoit donc d'engager un travail collectif d'identification des données d'intérêt territorial en Corse, en associant dans un cadre de gouvernance partagée des acteurs publics et privés. Certaines de ces données sont hautement stratégiques, par exemples : les données de santé, les données de l'agriculture, les données du tourisme, les données de l'environnement, les données de la consommation énergétique, etc. Les partenaires concernés sont des collectivités territoriales, l'Université de Corse, le système de santé, des acteurs consulaires, des entreprises, etc.



Concernant de façon spécifique les données produites au titre de l'action publique territoriale, la Collectivité de Corse traduira cette priorité par des dispositions, notamment contractuelles, garantissant une forme de souveraineté publique locale sur son patrimoine data, faisant de la donnée publique corse un réel patrimoine commun.

Enjeu 2 : La nécessité de former et acculturer les décideurs comme la population à la donnée

Pour engager cette démarche stratégique et la décliner ensuite au niveau des entreprises comme des administrations, il est nécessaire de former et d'acculturer les décideurs corses aux enjeux de la gestion des données. A défaut, la souveraineté territoriale et l'émancipation de la société corse demeureront soumises à l'emprise d'opérateurs qui exploitent déjà massivement les données du territoire. Il s'agit de Google, Amazon, Facebook et autres géants numériques, mais aussi d'entreprises qui exploitent directement les données de nombreuses activités de l'île sans que les acteurs concernés puissent intervenir. Ceci est vrai pour le tourisme, l'agriculture, le commerce en ligne, etc. Des actions de sensibilisation et de formation seront donc proposées aux décideurs publics comme aux chefs d'entreprise.

Mais cette acculturation doit aussi concerner la population. Trop d'habitants méconnaissent les enjeux liés à la protection de leurs propres données. De nouveaux droits individuels ont été créés depuis 2018 en Europe. Ils doivent prémunir les citoyens européens d'évolutions funestes comme celles qui existent en Chine vers de la surveillance généralisée, ou aux Etats-Unis vers la marchandisation à outrance de tous les actes de la vie courante. Cependant ces droits sont méconnus. Des actions de formation seront proposées en intégrant les enjeux de la data dans des programmes éducatifs, vers les plus jeunes mais également à l'Université et en formation continue. Une partie de ces actions pourraient être mises en œuvre par le Hub Corsica du numérique inclusif (Cf. livret n°5 Smart Isula).

Enjeu 3 : La donnée au service de la résilience et de l'émancipation du territoire

La data du territoire doit être mise au service de priorités fortes.

Elle doit accompagner les objectifs de transition écologique, par exemple à travers la constitution d'un cadre de travail collectif impliquant les acteurs publics, l'Université de Corse, des entreprises et des habitants sur l'utilisation des données énergétiques pour mieux comprendre, modéliser et piloter des programmes de sobriété énergétique. Il en est de même des données de déplacement, de transports et de mobilité. La Collectivité de Corse accompagnera l'émergence de ces travaux collectifs à travers les outils de gouvernance de Smart Isula.

Les données du territoire doivent favoriser la création et le développement d'activités et de services nouveaux portés par des acteurs variés. Des entreprises corses doivent être accompagnées pour pouvoir se saisir des opportunités créées par la mise à disposition de données publiques mais aussi le partage et la diffusion dans un cadre maîtrisé et de confiance de données de statuts variés. La maîtrise du patrimoine data de la Corse doit aussi permettre une approche raisonnée de nouveaux usages et de nouveaux outils, parmi lesquels le recours à l'intelligence artificielle. Ce sujet fascine et inquiète à la fois. Il est essentiel que la Corse maîtrise pour ne pas subir. Des expérimentations au service de l'intérêt général seront proposées dans le cadre de Smart Isula. De manière plus globale, le programme Smart Isula soutiendra des projets d'innovation en lien avec la gestion des données.

L'approche éthique développée par Smart Isula sera aussi un facteur de reconnaissance de la Corse, d'attractivité économique ou aussi d'attractivité pour promouvoir le retour en Corse.

Enfin, si la donnée d'intérêt général est un patrimoine, la donnée culturelle et notamment linguistique doit être l'objet d'une attention particulière au titre du mouvement de « Riacquistu culturale » (Cf. livret n°10 Smart Isula). L'accès aux données linguistiques, leur préservation et leur mise à disposition doit être une priorité collective. Un mouvement de spoliation et de dépossession de ces données via les réseaux sociaux est actuellement en marche, il est essentiel de susciter une prise de conscience du monde culturel insulaire.

{ 4 } Smart Isula pour une gestion éthique et démocratique de la donnée

La mise en œuvre de ces axes prioritaires doit s'envisager dans un cadre maîtrisé et conforme aux valeurs Smart Isula. La transparence sur l'utilisation des données et sur les données elles-mêmes est une condition du développement de tous ces nouveaux usages. À défaut, le fonctionnement démocratique de la société peut s'en trouver altéré. Il faudra être vigilant à ce que la vie quotidienne et que l'espace public ne puissent être régis par des algorithmes.

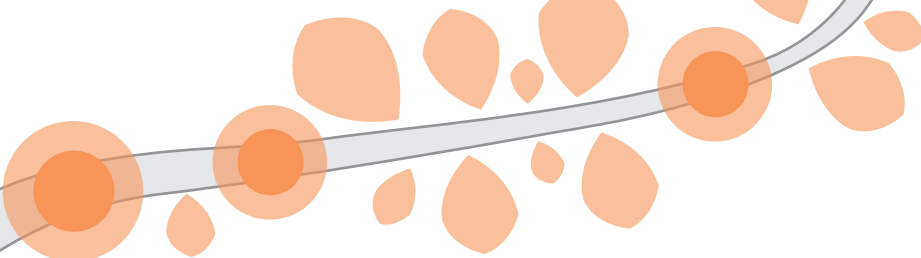
Exemple d'Occitanie Data

Créée en janvier 2019, Occitanie Data est une association de préfiguration d'un pôle d'économie de la donnée. Structurée en Occitanie mais rassemblant des acteurs au-delà, ses membres et partenaires sont des entreprises privées et publiques, des collectivités, des acteurs académiques ou encore des clusters et des pôles de compétitivité. Occitanie Data ambitionne de construire un cadre de confiance, éthique et souverain, destiné à permettre aux acteurs de partager et de croiser leurs données tout en respectant les intérêts des individus et des propriétaires des données.



Les objectifs d'Occitanie Data sont de développer une économie de la donnée, définir un cadre de confiance éthique et souverain autour du Big Data et de l'Intelligence Artificielle et d'accompagner et accélérer la transformation numérique.

En Octobre 2021, Occitanie Data lance Space Data Marketplace, un espace de confiance sécurisé qui facilite la circulation des données spatiales. Créatrice de valeurs pour l'ensemble de l'industrie spatiale en France, en Europe et au-delà, la plateforme favorise la mise en place de solides partenariats de données grâce à des cas d'usages inspirants.



Enjeu 4 : Privilégier la transparence et l'accès aux données

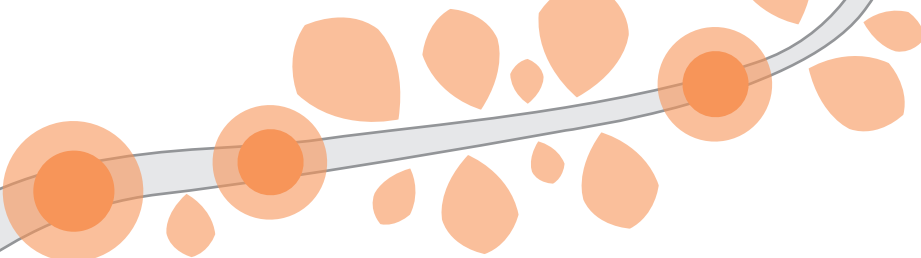
La transparence passe d'abord par l'ouverture des données publiques. La démarche opendata.corsica doit être encouragée et renforcée. Portée par la Collectivité de Corse elle doit progressivement concerner de nouveaux domaines dans lesquels la production de données publiques reste trop faible notamment dans les services liés aux circuits courts, la gestion des déchets, les données de pollution de l'air de l'eau, des milieux, la langue corse, les données du patrimoine et de la culture, les données de précarité ou liées au niveau d'éducation... Elle doit aussi s'étendre aux autres collectivités en Corse comme un engagement de transparence de la vie publique plutôt que comme une contrainte réglementaire.

La publication des données n'est pas toujours une chose aisée. Les collectivités territoriales de Corse doivent travailler en commun pour avoir une influence sur notamment des éditeurs de logiciels qui exercent une position dominante sur les outils de la gestion publique (gestion administrative et gestion financière). En effet, les acteurs publics sont trop souvent confrontés à l'impossibilité d'accéder simplement à des données qui sont pourtant des biens communs.

Enjeu 5 : Promouvoir la transparence algorithmique

La transparence concerne aussi les outils de gestion des données et tout particulièrement les algorithmes publics.

Le principe de la transparence des algorithmes publics s'applique par exemple au logiciel Parcours sup de l'Education Nationale, permettant ainsi à des experts totalement indépendants de vérifier que l'algorithme qui affecte des jeunes bacheliers dans l'enseignement supérieur ne produit pas de discriminations. Ce sujet est important. Des exemples ont montré l'existence de biais racistes, sexistes et discriminatoires dans certains outils de gestion publique. C'est le cas d'un algorithme utilisé par le Pôle emploi autrichien qui écartait systématiquement les demandeurs d'emploi jeunes et sans expérience comme les jeunes femmes sans enfant (et donc susceptibles d'être enceintes dans un futur proche).



Enjeu 6 : Définir et mettre en œuvre une charte éthique de la donnée

La charte de la donnée constitue un des fondements de la communauté Smart Isula à côté de la charte éthique, de celle du numérique inclusif et de celle du numérique responsable (Cf. livret n°3 Smart Isula). Elle sera essentielle car elle déterminera collectivement le champ des possibles compatibles avec les aspirations de la Corse que les acteurs de Smart Isula fixent en matière de collecte, d'hébergement et de traitement des données.

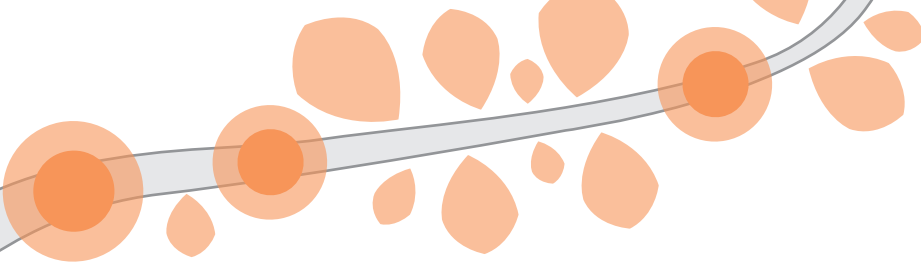
On y retrouvera d'abord la dimension de protection, à travers la protection des données d'intérêt territorial consacrées comme bien commun, mais aussi et surtout des engagements en matière de protection des données personnelles des habitants. Plus largement, la charte reconnaîtra les droits des individus concernant leurs données (droits découlant du Règlement européen RGPD, droit à la sécurité, droit à la transparence...).

Plusieurs éléments déclineront les principes démocratiques mais aussi la mise en capacité de la Corse à travers la maîtrise de ses données. La charte énoncera un droit pour les Corses afin que les données du territoire servent au développement de la Corse. La souveraineté publique territoriale sur la donnée y contribuera. La charte fixera ainsi des principes en matière d'hébergement des données.

La dimension démocratique et l'équité seront aussi reprises par l'affirmation de règles de transparence sur l'utilisation des données (et sur la publication des données pour les acteurs publics).

La protection collective sera aussi présente au travers des enjeux de cybersécurité, la charte de la donnée renforçant des principes et des projets d'actions portés par ailleurs dans le projet Smart Isula. Mais de façon spécifique, la charte encouragera l'hébergement local, la certification des processus de sécurité et de conformité au RGPD ainsi que le recours à des procédés d'anonymisation.

Bien sûr la charte portera des principes d'inclusivité, à travers notamment la promotion de la médiation à la donnée - que certains appellent la littéracie des données - à l'attention des décideurs comme du grand public.



La dimension frugale sera traduite par le principe de sobriété : sobriété dans la collecte des données et sobriété énergétique.

L'encapacitation collective sera également portée par cette charte à travers la définition des données comme bien commun et la définition d'une notion de donnée d'intérêt général corse.

Enfin la future charte prévoira la possibilité pour plusieurs cercles d'acteurs d'y contribuer et d'y souscrire. Les acteurs universitaires notamment seront consultés. L'approbation de la charte de la donnée sera nécessaire pour l'obtention de financements. Mais la possibilité sera donnée à d'autres acteurs, publics ou privés, de rejoindre cette dynamique de sorte à faire que la Corse devienne un territoire pionnier et reconnu pour sa dynamique collective en faveur d'une gestion éthique, protectrice, démocratique, inclusive et innovante de la donnée.

La prise en compte de toutes ces priorités, les règles éthiques et les valeurs qui sous-tendent l'action collective autour de la gestion des données sont ainsi constitutives d'un réel « service public corse de la donnée » et la constitution d'un « bien commun inaliénable autour de la donnée ».

Enjeu 7 : Assurer la gouvernance des données

La gouvernance des données nécessite la mobilisation de ressources et l'implication démocratique des acteurs. C'est la raison pour laquelle il est proposé que le Cunsigliu Smart Isula (Cf. livret n°3 Smart Isula) intègre la question de la gestion des données dans ses travaux. Il pourra assurer une fonction d'observatoire des initiatives publiques et privées de libération des données, d'identification des enjeux prioritaires liés aux données et de suivi de initiatives. Il contribuera à l'élaboration de la charte éthique de la donnée en impliquant le collège des usagers ainsi que le comité scientifique. Il fera appel à l'observatoire pour conduire des démarches d'évaluation concernant la gestion des données.

{ 5 } Une action prioritaire : Construire un « Service Public de la Donnée »

Enjeu 8 : Mettre en place le pôle d'ingénierie « Service Public de la Donnée »

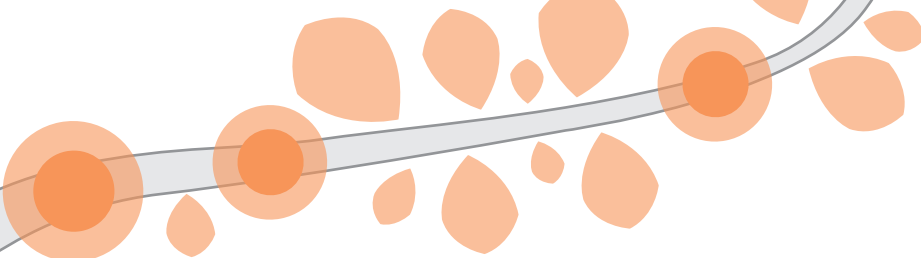
Pour réaliser l'ensemble des axes définis précédemment, la Collectivité de Corse doit donner naissance à un pôle d'ingénierie dédié au Service Public de la Donnée. Ce pôle d'ingénierie rejoindra la gouvernance Smart Isula et assurera des collaborations croisées avec les autres pôles. Cette entité doit permettre de :

- Assurer la mise en œuvre et la diffusion de la charte des données territoriales et favoriser la diffusion d'une culture de la donnée ;
- Mettre à disposition les compétences nécessaires afin d'assurer la mutualisation des données et leur protection ;
- Animer l'écosystème des acteurs et utilisateurs de la donnée ;
- Développer des ressources territoriales mutualisées à gouvernance partagée : plateformes de services de dématérialisation, plateformes de données, BIG DATA, SIG...
- Mettre en place des schémas de mutualisation pour garantir à chaque territoire des ressources numériques adaptées, avec l'accompagnement de proximité nécessaire ;
- Établir le lien entre les collectivités locales et les acteurs de la formation, l'enseignement supérieur et la recherche, afin de développer les compétences en matière de gestion et d'analyse de données ;
- Assurer la relation avec des structures de mutualisation informatiques pour coordonner les actions.

L'existence de ce pôle d'ingénierie « Service Public de la Donnée » conditionne la réussite de l'ambition « données » de Smart Isula.

6 pistes d'actions ont été identifiées :

- 29. Définir la feuille de route de la stratégie data de la corse.*
- 30. Lancer la mise en oeuvre opérationnelle du Service Public de la Donnée comme un pôle d'ingénierie Smart Isula à part entière ;*
- 31. Préfigurer l'infrastructure d'hébergement de données et le Lac de Données Territoriales ;*
- 32. Lancer une démarche de sensibilisation des décideurs locaux autour de la donnée ;*
- 33. Renforcer l'engagement des acteurs publics autour de l'ouverture des données et des communs ;*
- 34. Identifier et collecter les données d'intérêt générale prioritaire.*



Récapitulatif des enjeux et des pistes d'actions

Les enjeux		Les pistes d'actions
1	La donnée, un patrimoine stratégique, collectif et inaliénable de la Corse	29. Définir la feuille de route de la stratégie data de la Corse 30. Lancer la mise en œuvre opérationnelle du Service Public de la Donnée 31. Préfigurer l'infrastructure d'hébergement de données et le Lac de Données Territoriales 32. Lancer une démarche de sensibilisation des décideurs locaux autour de la donnée 33. Renforcer l'engagement des acteurs publics autour de l'ouverture des données et des communs 34. Identifier et collecter les données d'intérêt général prioritaire
2	La nécessité de former et acculturer les décideurs comme la population à la donnée	
3	La donnée au service de la résilience et de l'émancipation du territoire	
4	Privilégier la transparence et l'accès aux données	
5	Promouvoir la transparence algorithmique	
6	Définir et mettre en œuvre une charte éthique de la donnée	
7	Assurer la gouvernance des données	
8	Mettre en place le pôle d'ingénierie « service public de la donnée »	

SMART ISULA

*Schéma Directeur Territorial
d'Aménagement Numérique de Corse*

LIVRET 4

La donnée au service de la Corse

La première branche



CULLETTIVITÀ DI **CORSICA**
COLLECTIVITÉ DE **CORSE**

www.smart-isula.corsica